

N° DP 24/129

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2024 - INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE PAUL RICARD - PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE L'AQUACULTURE - 8 000 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 1^{er} février 2024 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 8 000 euros,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Institut Océanographique PAUL RICARD de 13 000 euros, pour son programme d'actions 2024 en faveur de l'aquaculture, sur un budget prévisionnel total de 70 000 euros,

CONSIDERANT que l'Institut Océanographique PAUL RICARD œuvre depuis plus de 55 ans pour la protection de l'océan et de ses ressources,

CONSIDERANT que l'Institut Océanographique PAUL RICARD, conscient des pressions pesant sur les ressources halieutiques, des enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaire a développé depuis 5 ans un pôle de recherche et d'expertise afin de répondre aux attentes des professionnels du secteur,

CONSIDERANT que l'Institut Océanographique PAUL RICARD, lucide face à l'urgence climatique et aux pressions exercées sur la biodiversité et le milieu, souhaite renforcer son pouvoir d'actions en partageant cette connaissance et apporter son soutien technique et scientifique dans le cadre d'élaboration de programmes aquacoles,

CONSIDERANT le projet d'étude des potentiels de la bioremédiation pour le développement d'une aquaculture durable sur la façade méditerranéenne de l'Institut Océanographique PAUL RICARD avec la réalisation :

- d'une étude réglementaire, économique et scientifique sur le potentiel en Région Sud de la bioremédiation (procédure de dépollution biologique) des biodéchets, en lien avec la filière insectes pour l'alimentation des poissons d'élevage,
- d'une expérimentation scientifique en lien avec la Crie d'Agde sur l'utilisation des co- et sous-produits de pêche comme aliments pour élever des crevettes,
- d'une expérimentation scientifique sur le développement d'aliments durables d'aquaculture à base de farine de mouches soldats et de vers marins qui inclura la bioremédiation des biodéchets et une étude de l'impact d'éventuels pathogènes et / ou pesticides,

CONSIDERANT que l'Institut Océanographique PAUL RICARD souhaite proposer une solution de revalorisation des co- et sous-produits de la pêche par l'élevage de crevettes dont la gestion à terre a été rendue obligatoire par l'Union Européenne en 2019,

CONSIDERANT que le soutien de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE reste essentiel pour permettre l'expérimentation sur des projets innovants d'aquaculture et de pêche,

CONSIDERANT la convention ci annexée,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'Institut Océanographique PAUL RICARD en vue de l'attribution d'une subvention de 8 000 euros, soit 11,43 % maximum du coût total du programme d'actions aquacoles réalisées, hors contribution ou bénévolat, pour l'année 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette dépense sera imputée au Budget Principal 2024, imputation 65748 – opération 1241 – Fonction 631.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the printed name and title.

2115 000

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024

INSTITUT OcéANOGRAPHIQUE PAUL RICARD

PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE L'AQUACULTURE

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de la décision DP N° 24 / en date du 2024, ci-après désignée TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

D'une part,

ET

L'Institut Océanographique PAUL RICARD, ayant son siège, sur l'île des Embiez - 83140 SIX FOURS – représenté par sa Présidente Patricia RICARD, ci-après désignée IOPR,

D'autre part,

Convienent ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} – PRESENTATION & CONTEXTE

Présentation

L'Institut Océanographique Paul Ricard, situé sur l'île des Embiez, œuvre depuis plus de 55 ans pour la protection de l'Océan et de ses ressources. Il allie recherche et mission de sensibilisation pour « connaître, faire connaître et protéger la Mer » et n'a jamais cessé de mêler recherche, sensibilisation, science et partage. Les axes de recherche sont déterminés par les enjeux majeurs des décennies à venir et s'inscrivent dans des partenariats avec des organismes privés ou publics.

Conscient des pressions pesant sur les ressources halieutiques et des enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaire, l'Institut a depuis les 5 dernières années développé un pôle de recherche et d'expertise aquacole pour répondre aux enjeux du territoire et aux attentes des professionnels du secteur. Les programmes menés visent à développer la diversification et l'optimisation des approches aquacoles, telles que l'aquaculture multi trophique intégrée et la recherche sur une alimentation piscicole plus vertueuse, ainsi que l'optimisation des procédés de pêche et gestion par la valorisation des co- et sous-produits.

Conscient de l'urgence climatique et des pressions pesant sur la biodiversité et le milieu, l'Institut souhaite renforcer son pouvoir d'action en partageant cette connaissance afin d'améliorer l'expertise des acteurs professionnels. Il apporte également son soutien technique et scientifique dans le cadre d'élaboration de programmes.

Contexte

Les sujets de pêche et d'aquaculture revêtent une importance cruciale au regard des enjeux de santé, d'alimentation saine et durable, de protection des stocks halieutiques, de durabilité, d'économie circulaire ainsi que de souveraineté et sécurité alimentaire.

C'est pourquoi l'Institut Océanographique Paul Ricard a fait des questions halieutiques une priorité dans ses actions de recherche, sensibilisation, diffusion et transferts de compétences, en montant un pôle aquacole au sein de ses équipes de recherche et installations.

L'IOPR propose sur 2024 un projet d'étude des potentiels de la bioremédiation pour le développement d'une aquaculture durable sur la façade méditerranéenne.

Ce projet se compose de deux grandes étapes et vise à :

1. Réaliser une étude réglementaire, économique et scientifique sur le potentiel en Région Sud de la bioremédiation (procédure de dépollution biologique) des biodéchets, en lien avec la filière insectes pour l'alimentation des poissons d'élevage
2. Deux expérimentations scientifiques aquacoles :
 - a) Expérimentation scientifique en lien avec la Criée d'Agde sur l'utilisation des co- et sous-produits de pêche comme aliment pour élever des crevettes ;
 - b) Expérimentation scientifique sur le développement d'aliments durables d'aquaculture à base de farine de mouches soldats (pour la V2) et de vers marins (pour la V3). L'expérimentation inclura la bioremédiation des biodéchets et une étude de l'impact d'éventuels pathogènes et / ou pesticides.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DU PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE L'AQUACULTURE POUR L'EXERCICE 2024

AXE 1 : Étude sur le potentiel de bio-rémédiation

La filière aquacole fait aujourd'hui face à de multiples enjeux : souveraineté et la sécurité alimentaire, effondrement des stocks halieutiques, dépendance à l'importation de farines de poisson internationales, impact carbone et biodiversité de sa filière, besoin de diversification pour la filière professionnelle, valorisation des déchets de pêche ainsi que de la filière agroalimentaire, etc. Elle doit se durabiliser.

Conscient de cette réalité et de l'implication des acteurs économiques et professionnels de la filière, l'Institut océanographique se penche sur ces enjeux depuis plusieurs années.

Deux pistes d'action clefs ont été identifiées pour la filière aquacole :

1. Les innovations que sont l'aquaculture multi trophique intégrée et l'utilisation de farines d'insectes pour nourrir les poissons d'élevage sont des pistes solides explorées et développées depuis 2018 : l'inclusion d'insectes dans le bol alimentaire des poissons d'élevage ouvre des possibilités de bioremédiation dans la gestion et la valorisation des déchets agro-alimentaires
2. De plus, les filières « pêche et aquaculture » font face à l'enjeu de la valorisation des co- et sous produits de pêche, en lien avec l'obligation de débarque de l'Union européenne (2019).

L'Institut océanographique souhaite, en lien avec les acteurs du territoire des filières agroalimentaires et des aquaculteurs, porter ce projet d'étude et d'expérimentations scientifiques.

L'Institut réalisera une étude qui intégrera :

- L'état de la filière de la gestion des biodéchets
- Les acteurs clefs du territoire
- Le potentiel de développement et d'innovation
- La législation en matière de valorisation par la bioremédiation.

En parallèle de cette étude, l'Institut mobilisera des acteurs de la filière du territoire autour de groupe de travail pour étudier les éventuels freins réglementaires et fournir des recommandations.

Budget prévisionnel AXE 1 :

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats matières et fournitures	1 500 €	Ventes de produits et prestations de services	4 000 €
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	5 000 €	Toulon Provence Méditerranée	3 000 €
		Région Sud	5 000 €
Déplacements, missions	1 500 €		
Charges de personnel	5 000 €	Aides privées (fondation)	3 000 €
Gestion courante	2 000 €		
TOTAL	15 000 €	TOTAL	15 000 €

Axe 2 : Programme sur l'élaboration d'un aliment d'aquaculture durable et traçable, se substituant aux farines de poissons sauvages : NAIÁDE (Nouvel Aliment Innovant d'Aquaculture Durable et Environnemental)

L'Institut Océanographique Paul Ricard a lancé le projet NAIÁDE, suite aux résultats prometteurs du projet AIPAD (Aliment Innovant Pour une Aquaculture Durable) finalisé en 2021, afin de développer un nouvel aliment d'aquaculture à base d'aliments durables protéiniques.

Ce projet a pour objectif central de « durabiliser » la filière de l'aquaculture et de répondre à ses multiples enjeux, notamment de :

- **Sécurité et souveraineté alimentaire**, de par la population croissante et donc demande toujours grandissante de protéine de poisson
- **Écologie**, de réduction de carbone et de protection des écosystèmes marins. Ceci est actuellement incompatible avec les modèles d'aquaculture traditionnels, reposant sur la pêche minotière industrielle et la surexploitation des stocks par l'utilisation des farines de poissons sauvages
- **Santé**, avec un besoin de traçabilité des productions. Ceci est bien évidemment actuellement impossible avec le recours fait aux farines de poissons sauvages.

Lancé en 2018, le programme s'est dans ses premières phases concentré sur :

1. Les phases tests menées sur l'aliment, avec des analyses permettant de suivre les paramètres physico-chimiques ainsi qu'une étude des excréments (azote et phosphore)
2. Une évaluation de la qualité des poissons obtenus afin de valider la composition la plus pertinente de l'aliment, à base de farines de vers de farine.

Désormais, le projet entre dans sa 3ème phase, et souhaite expérimenter avec d'autres espèces d'insectes endémiques, aux qualités plus importantes en termes de durabilité.

Parallèlement à l'expérimentation, l'institut mènera également une phase de benchmark et étude sur le potentiel de la filière insecte en lien avec l'aquaculture durable et la bio remédiation :

1. La réglementation européenne et nationale en la matière
2. Le potentiel économique et de développement sur le territoire
3. Le potentiel de durabilité de cette pratique, par opposition à l'utilisation des farines minotières
4. Les différentes espèces d'insectes endémiques ou de vers et leurs différentes priorités
5. Le lien entre l'utilisation de ces insectes et la valorisation du gâchis agro-alimentaire par la bioremédiation
6. La filière de gestion que cela ouvrirait.

Budget prévisionnel AXE 2 :

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats matières et fournitures	5 000 €	Ventes de produits et prestations de services	5 000 €
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	10 000 €	Toulon Provence Méditerranée	7 000 €
Publicité / publication	2 000 €	Région Sud	9 000 €
Déplacements, missions	2 000 €	Fonds européens	5 000 €
Charges de personnel	14 000 €	Aides privées (fondation)	9 000 €
Gestion courante	2 000 €		
TOTAL	35 000 €	TOTAL	35 000 €

Axe 3 : Valorisation des co-produits et sous-produits de la pêche

La filière pêche fait aujourd'hui face à une gestion difficile des co- et sous-produits de pêche, dont la gestion à terre a été rendue obligatoire par l'Union Européenne en 2019.

L'Institut océanographique souhaite ainsi :

1. Étudier les réglementations européennes et françaises en matière d'utilisation de co- et sous-produits de pêche
2. Étudier le potentiel de développement économique et d'impacts environnementaux positifs pour les Criées et acteurs de la filière
3. Proposer une solution de valorisation des co- et sous-produits de pêche par l'élevage de crevettes : lancement de l'expérimentation scientifique au sein de la nouvelle plateforme de recherche.

Budget prévisionnel AXE 3 :

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats	4 000 €	Ventes de produits et prestations de services	5 000 €
		Toulon Provence Méditerranée	3 000 €
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	6 000 €		
		Fonds privés	5 000 €
Déplacements/missions	1 000 €		
Charges de personnel	8 000 €	Région sud	7 000 €
Gestion courante	1 000 €		
TOTAL	20 000 €	TOTAL	20 000 €

ARTICLE 3 - BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2024

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Achats matières et fournitures	10 500 €	Ventes de produits et prestations de services	14 000 €
		Toulon Provence Méditerranée	13 000 €
Prestataires, honoraires, rémunérations intermédiaires	21 000 €	Conseil régional	21 000 €
Publicité, publication	2 000 €	Fonds européens	5 000 €
Déplacements/missions	4 500 €	Aides privées (fondation)	17 000 €
Charges de personnel	27 000 €		
Gestion courante	5 000 €		
Charges exceptionnelles			
TOTAL	70 000 €	TOTAL	70 000 €

ARTICLE 4 – Engagement de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la Décision du Président N° 24 / en date du 2024, TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à soutenir financièrement l'Institut Océanographique PAUL RICARD à hauteur de 8 000 euros, soit 11,43 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées en faveur de l'aquaculture, hors contribution ou bénévolat, en 2024.

ARTICLE 5 – Modalités de versement

La participation financière de 8 000 euros sera versée à l'Institut Océanographique PAUL RICARD selon les modalités suivantes :

- 70 % à la signature de la présente convention, soit 5 600 euros.
- Le solde, soit 2 400 euros, sur présentation des documents suivants :
 - o *Etat récapitulatif des dépenses et des recettes des différentes actions réalisées en 2024 par le bénéficiaire, signé par la Présidente et le Trésorier*
 - o *Compte rendu d'activités 2024 évaluant l'impact des actions subventionnées*
 - o *Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2024 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant le Conseil d'Administration, visés par la Présidente et certifiés par le Trésorier.*

Dans le cas où, après vérification des comptes de l'Institut Océanographique PAUL RICARD, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant prévu dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'Association.

ARTICLE 6 – Obligations de l'Institut Océanographique PAUL RICARD

L'Institut Océanographique PAUL RICARD s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'Institut Océanographique PAUL RICARD s'engage à communiquer à **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, le compte d'emploi de la subvention attribuée en 2024.

En matière de communication, l'Institut Océanographique PAUL RICARD s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet www.metropletpm.fr, rubrique télécharger.

ARTICLE 7 – Durée et résiliation de la convention

Cette convention est conclue pour l'année 2024 à compter de la signature de celle-ci.

En cas de non-respect de l'une ou l'autre des parties des obligations réciproques convenues, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai de un mois.

ARTICLE 8 – Reversement de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'Institut Océanographique PAUL RICARD

En cas de non-respect de ses engagements ou de non réalisation du programme d'actions 2024 par l'Institut Océanographique PAUL RICARD, celui-ci reversera à **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

ARTICLE 9 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour</p> <p>L'Institut Océanographique PAUL RICARD</p> <p>La Présidente</p> <p>Patricia RICARD</p>	<p>Pour la Métropole</p> <p>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
--	--

